

Newsletter, 12-15 mars 2018

Session plénière

Strasbourg

Le budget de l'UE après 2020 doit être conforme aux ambitions européennes

L'UE devrait encourager les programmes de recherche et soutenir les jeunes ainsi que les petites entreprises, affirment les députés dans leur position de négociation sur le prochain budget à long terme de l'UE, qui fera l'objet d'un débat mardi et d'un vote mercredi.

5

Le Parlement présentera sa vision pour l'après Brexit

Une résolution exposant la position du Parlement sur un éventuel cadre pour les futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni après le Brexit sera débattue mardi et votée mercredi. Le vote aura lieu avant le sommet des 22-23 mars à Bruxelles.

7

Fiscalité des entreprises dans l'UE: inclure les entreprises numériques et éradiquer l'évasion fiscale

Afin d'empêcher les entreprises de déplacer leur assiette fiscale vers des juridictions à faible taux d'imposition, les députés se prononceront jeudi sur une réforme majeure du système d'imposition des sociétés de l'UE.

8

Sécurité des journalistes et utilisation des fonds de l'UE en Slovaquie

Suite à l'assassinat du journaliste d'investigation Ján Kuciak et de sa fiancée Martina Kušnírová, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes en Slovaquie et dans l'UE feront l'objet d'un débat mercredi après-midi.

9

Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre portugais António Costa

Le Premier ministre du Portugal, António Costa, sera le troisième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés mercredi matin.

10

Restrictions commerciales des États-Unis et protection de l'emploi et des entreprises de l'UE

Les droits de douane américains supplémentaires sur les importations d'acier et d'aluminium et la réaction de l'UE feront l'objet d'un débat mercredi avec la

commissaire en charge du commerce, Cecilia Malmström. 11

Vote sur la candidature de Luis De Guindos au poste de vice-président de la BCE

La candidature de l'ancien ministre espagnol des finances, Luis De Guindos, au poste de vice-président de la Banque centrale européenne sera mise aux voix mercredi. Néanmoins, le processus de nomination doit être amélioré, estiment les députés. 13

Promotion de Martin Selmayr au poste de secrétaire général de la Commission

Suite à la nomination du fonctionnaire allemand Martin Selmayr au poste de secrétaire général de la Commission européenne, les députés débattront de la politique d'intégrité de l'exécutif européen lundi après-midi. 14

Régions les plus pauvres de l'UE: appel à un financement "ambitieux" et des stratégies sur mesure

Les projets qui renforcent la cohésion entre les régions de l'UE doivent rester une priorité et bénéficier d'un financement adéquat malgré les pressions sur le budget de l'UE, devraient affirmer les députés lundi. 15

Les députés demandent au régime syrien de mettre fin au massacre de la Ghouta

Le régime d'Assad et ses alliés doivent cesser de bombarder des civils dans la Ghouta, se conformer à la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur le cessez-le-feu et autoriser l'aide humanitaire, devraient demander les députés lors d'un débat mardi en présence de la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, et dans une résolution qui sera votée jeudi. 17

Conseil conjoint UE-Cuba: les députés veulent inscrire le commerce et les investissements parmi les priorités de l'UE

Les députés débattront des priorités de la coopération UE-Cuba avec Federica Mogherini mardi après-midi, avant la première réunion du Conseil conjoint UE-Cuba. 18

Géorgie: vote sur une aide financière

Les députés se prononceront mercredi pour octroyer ou non une aide financière de 45 millions d'euros à la Géorgie. 19

Comparer les tarifs de livraison transfrontalière de colis

Les consommateurs et les entreprises pourraient comparer les tarifs pour l'envoi d'un colis vers un autre pays de l'UE, selon le projet de règles mis aux voix mardi. 20

Mettre fin à l'accord de pêche UE-Comores

Les projets visant à mettre fin à l'accord de pêche entre l'UE et les Comores en raison de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée devraient être soutenus lors d'un vote en plénière jeudi. 21

Débat sur la violence envers les femmes et la ratification de la Convention d'Istanbul

Lors d'un débat lundi, les députés devraient exhorter les États membres qui n'ont pas encore ratifié la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe à agir en ce sens. 23

Utiliser les accords commerciaux de l'UE pour promouvoir les droits des femmes

Les accords commerciaux de l'UE devraient inclure des dispositions pour garantir le respect des droits de l'homme, notamment l'égalité des genres, déclarent les députés dans une résolution qui sera débattue lundi et mise aux voix mardi. 24

Brexit: vote sur la relocalisation de l'Agence européenne des médicaments

La législation qui entérine le transfert de l'Agence européenne des médicaments (EMA) de Londres vers Amsterdam sera votée jeudi. 25

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie 26

Autres sujets à l'ordre du jour 27

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2018-03-12>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Centre multimédia](#)

[EP Newshub](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ emilie.tournier@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 88 17 20 97 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Le budget de l'UE après 2020 doit être conforme aux ambitions européennes

L'UE devrait encourager les programmes de recherche et soutenir les jeunes ainsi que les petites entreprises, affirment les députés dans leur position de négociation sur le prochain budget à long terme de l'UE, qui fera l'objet d'un débat mardi et d'un vote mercredi.

Le prochain [cadre financier pluriannuel](#) (CFP) devrait continuer à soutenir les politiques agricoles et régionales, mais également financer de nouvelles priorités telles que la sécurité, la défense ou la gestion de la migration, et couvrir tout manque à gagner suite au départ du Royaume-Uni de l'UE, affirme le [projet de texte](#).

Pour entrer en vigueur, le nouveau budget devra recevoir l'approbation du Parlement. Les députés soulignent qu'"aucun accord ne pourra être conclu sur le CFP en l'absence de progrès similaires sur les ressources propres" - c'est-à-dire le volet des recettes du budget de l'UE. Les dépenses et les recettes devraient donc être traitées comme un ensemble unique.

Recettes

Outre le texte sur le CFP, le Parlement tiendra un débat et un vote sur une [résolution](#) qui vise à maintenir les [ressources propres existantes](#) et à en introduire progressivement de nouvelles, comme une taxation des services financiers, une part de l'impôt des entreprises dans le secteur numérique ou encore des taxes environnementales. Les contributions directes basées sur le RNB des États membres devraient être allégées en conséquence.

Voir le [communiqué de presse](#) pour de plus amples détails.

Contexte

Plus de 94% du budget de l'UE bénéficie aux citoyens, régions, villes, agriculteurs et entreprises. Les dépenses administratives de l'UE représentent moins de 6% du total, et les salaires environ la moitié de ces 6% (source: [Commission européenne](#)).

Une étude montre que les Européens attendent des solutions de l'UE. La plupart des participants estiment que l'Europe devrait agir davantage pour s'attaquer à un large éventail de questions allant de la sécurité à la migration en passant par l'emploi (source: [Eurobaromètre](#))

Prochaines étapes

Les deux positions représentent la contribution du Parlement aux propositions législatives de la Commission attendues pour mai.

Les députés demandent que les négociations entre le Parlement, la Commission et le Conseil débutent dès que possible, en vue de conclure un accord avant les élections européennes de 2019.

Débat: mardi 13 mars

Vote: mercredi 14 mars

Procédure: résolutions non législatives

Conférence de presse: mercredi 14 mars à 14 heures (à confirmer)

#EUBudget #MFF

En savoir plus

[Proposition de résolution sur le prochain CFP: préparer la position du PE sur le CFP après 2020 \(en anglais\)](#)

[Proposition de résolution sur la réforme du système des ressources propres de l'Union européenne](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(22.02.2018\)](#)

[Profil du co-rapporteur Jan Olbrycht \(PPE, PL\) - CFP](#)

[Profil du co-rapporteur Isabelle Thomas \(S&D, FR\) - CFP](#)

[Profil du co-rapporteur Janusz Lewandowski \(PPE, PL\) - Ressources propres](#)

[Profil du co-rapporteur Gérard Deprez \(ADLE, BE\) - Ressources propres](#)

[Fiche de procédure - CFP](#)

[Fiche de procédure - Ressources propres](#)

[Service de recherche du PE - Le Conseil européen et le CFP \(février 2018, en anglais\)](#)

[Think Tank du PE - Le prochain budget à long terme du PE \(janvier 2018, en anglais\)](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Le Parlement présentera sa vision pour l'après Brexit

Une résolution exposant la position du Parlement sur un éventuel cadre pour les futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni après le Brexit sera débattue mardi et votée mercredi. Le vote aura lieu avant le sommet des 22-23 mars à Bruxelles.

Le projet de résolution, préparé par le [groupe de pilotage du Parlement européen sur le Brexit](#) et approuvé par la Conférence des présidents (composée du Président du PE et des chefs de file des groupes politiques), suggère qu'un accord d'association entre l'UE et le Royaume-Uni pourrait fournir un cadre approprié pour les futures relations.

Il souligne également que l'UE dispose de règles communes contraignantes, d'institutions communes et de mécanismes communs de contrôle, d'exécution et d'arbitrage, soulignant ainsi que même les pays tiers dont la législation est identique ne peuvent bénéficier des mêmes avantages ou de l'accès au marché que les États membres de l'UE.

Les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE devraient approuver les orientations du Conseil pour les négociations sur les futures relations du Royaume-Uni avec l'UE lors de la réunion de mars. Les députés débattront aussi d'autres points à l'ordre du jour du sommet, tels que l'emploi et la compétitivité, la fiscalité et les relations extérieures de l'UE.

Débat: mardi 13 mars

Vote: mercredi 14 mars

Procédure: débat avec le Conseil et la Commission avec résolution

#Brexit #euco

En savoir plus

[Proposition de résolution pour dresser le bilan du débat sur le cadre de la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse - Brexit: le Parlement va présenter sa vision sur l'avenir des relations UE-Royaume-Uni \(07.03.2018\)](#)

[Page d'actualité du PE sur le Brexit](#)

[Infographie: le Royaume-Uni dans l'UE](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits sur le Brexit](#)

Fiscalité des entreprises dans l'UE: inclure les entreprises numériques et éradiquer l'évasion fiscale

Afin d'empêcher les entreprises de déplacer leur assiette fiscale vers des juridictions à faible taux d'imposition, les députés se prononceront jeudi sur une réforme majeure du système d'imposition des sociétés de l'UE.

Les modifications sont présentées dans deux textes législatifs complémentaires: l'assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (ACIS) et l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS), qui visent à créer un régime fiscal des sociétés unique, clair et équitable en Europe.

Les propositions visent à faire en sorte que les entreprises paient des impôts là où elles réalisent leurs bénéfices. Elles introduisent également un ensemble unique de règles fiscales qui s'appliqueraient dans toute l'UE et qui utiliseraient les données numériques pour aider au calcul des impôts à payer.

Débat: mercredi 14 mars

Vote: jeudi 15 mars

Procédure: consultation

Conférence de presse: mercredi 14 mars (à confirmer)

#Fairtaxation

En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(21.02.2018\)](#)

[Profil du rapporteur Paul Tang \(S&D, NL\)](#)

[Profil du rapporteur Alain Lamassoure \(PPE, FR\)](#)

[Fiche de procédure - Assiette commune pour l'impôt sur les sociétés \(ACIS\)](#)

[Fiche de procédure - Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés \(ACCIS\)](#)

[Le travail du Parlement européen pour une fiscalité plus juste et transparente \(article, 03.05.2016\)](#)

[Glossaire: tout savoir sur la fiscalité \(05.07.2016\)](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Sécurité des journalistes et utilisation des fonds de l'UE en Slovaquie

Suite à l'assassinat du journaliste d'investigation Ján Kuciak et de sa fiancée Martina Kušnírová, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes en Slovaquie et dans l'UE feront l'objet d'un débat mercredi après-midi.

Les députés débattront également des révélations faites par M. Kuciak dans son dernier article, publié à titre posthume, à propos de possibles utilisations abusives des fonds européens en Slovaquie et des liens potentiels entre des groupes criminels organisés et des politiciens slovaques. Le débat se conclura par une résolution qui sera mise aux voix lors de la session plénière d'avril.

Du mercredi 7 au vendredi 9 mars, le Parlement a également envoyé en Slovaquie une mission d'information comprenant six députés pour examiner la situation sur le terrain.

Le Parlement a honoré la mémoire de M. Kuciak et de Mme Kušnírová en respectant une minute de silence lors de la session plénière du 28 février. Son Président Antonio Tajani a fermement condamné ces assassinats, soulignant que la liberté de la presse devait être garantie et appelant les autorités slovaques à "révéler la vérité".

Débat: mercredi 14 mars

Vote: session d'avril

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, suivies d'un débat et d'une résolution

#AllForJan #JanKuciak

En savoir plus

[Minute de silence en mémoire du journaliste assassiné Ján Kuciak \(28.02.2018\)](#)

[Vidéo – Le Président Antonio Tajani, sur l'assassinat du journaliste slovaque Ján Kuciak, et minute de silence \(28.02.2018\)](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre portugais António Costa

Le Premier ministre du Portugal, António Costa, sera le troisième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés mercredi matin.

[António Costa](#) a été député européen socialiste et vice-président du Parlement européen de juillet 2004 à mars 2005, avant de démissionner pour devenir le ministre de l'intérieur du Portugal. Parmi ses autres mandats politiques, M. Costa a également été maire de Lisbonne durant huit ans. Il est le Premier ministre du pays depuis le 26 novembre 2015.

Il s'agira du troisième d'une série de débats entre les chefs d'État et de gouvernement de l'UE et les députés européens sur l'avenir de l'Union européenne, après le Premier ministre irlandais [Leo Varadkar](#) le 17 janvier et le Premier ministre croate [Andrej Plenković](#) le 6 février.

Le Président du PE, Antonio Tajani, et le Premier ministre portugais, António Costa, tiendront une conférence de presse commune, vers 12h30, après le débat en plénière.

Le prochain dirigeant européen à s'adresser à la plénière sera le Président français Emmanuel Macron, lors de la session d'avril.

Débat: mercredi 14 mars

Conférence de presse: mercredi 14 mars, vers 12h30, dans la salle de conférence de presse Daphne Caruana Galizia, LOW N-1/201

#FutureofEurope @antoniocostapm

En savoir plus

[Biographie du Premier ministre du Portugal, António Costa \(en portugais\)](#)

[L'avenir de l'Europe en débat](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits – Avenir de l'Europe](#)

Restrictions commerciales des États-Unis et protection de l'emploi et des entreprises de l'UE

Les droits de douane américains supplémentaires sur les importations d'acier et d'aluminium et la réaction de l'UE feront l'objet d'un débat mercredi avec la commissaire en charge du commerce, Cecilia Malmström.

Les députés discuteront de la récente annonce du Président Trump concernant l'imposition de nouveaux droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium et des [contre-mesures](#) prévues par l'UE. Ils aborderont aussi les conséquences possibles sur l'emploi, les investissements et les prix dans l'UE ainsi que les outils d'atténuation nécessaires pour protéger les citoyens.

La commission du commerce international a rapidement [condamné l'initiative américaine](#) et déclaré qu'elle soutenait fortement la Commission européenne en apportant une réponse ferme et immédiate, conforme au droit commercial international.

Olives espagnoles

Dans le cadre d'un débat distinct mercredi, les députés devraient interroger la Commission sur les actions prévues après l'imposition par les États-Unis de nouveaux tarifs douaniers sur les olives espagnoles.

Débat: mercredi 14 mars

Vote: jeudi 15 mars (droits de douane américains sur les olives espagnoles)

Procédure: déclaration de la Commission sans résolution, question orale à la Commission avec résolution

Conférence de presse: à confirmer

En savoir plus

[La commission du commerce international condamne les restrictions des États-Unis sur les importations d'acier et d'aluminium \(communiqué du 02.03.2018, en anglais\)](#)

[Question orale à la Commission sur l'attaque américaine contre le soutien agricole de l'Union européenne dans le cadre de la PAC \(au sujet des olives espagnoles\)](#)

[Commission du commerce international](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Vote sur la candidature de Luis De Guindos au poste de vice-président de la BCE

La candidature de l'ancien ministre espagnol des finances, Luis De Guindos, au poste de vice-président de la Banque centrale européenne sera mise aux voix mercredi. Néanmoins, le processus de nomination doit être amélioré, estiment les députés.

La nomination de M. De Guindos a été [approuvée](#) par la commission des affaires économiques et monétaires le 27 février. Cependant, les députés ont exprimé leurs réserves quant à la procédure de sélection, à la parité des genres au sein de la BCE, au calendrier de la nomination et à l'indépendance politique du candidat. Ils ont exhorté le Conseil à s'impliquer avec le Parlement pour améliorer le processus de nomination des futurs membres.

Le Parlement est consulté sur la nomination, décidée par les ministres des finances de l'UE, mais n'a pas de pouvoir de veto sur la question. Le ministre espagnol est devenu le seul candidat au poste de haut niveau lorsque le seul autre candidat, le banquier irlandais Philip Lane, a retiré sa candidature.

Vote: mercredi 14 mars

Procédure: consultation

En savoir plus

[Projet de rapport sur la recommandation du Conseil concernant la nomination du vice-président de la BCE \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(27.02.2018\)](#)

[Profil du rapporteur Roberto Gualtieri \(S&D, IT\)](#)

Promotion de Martin Selmayr au poste de secrétaire général de la Commission

Suite à la nomination du fonctionnaire allemand Martin Selmayr au poste de secrétaire général de la Commission européenne, les députés débattront de la politique d'intégrité de l'exécutif européen lundi après-midi.

Cette récente nomination a suscité des critiques de la part de certains députés qui veulent des réponses sur la transparence, l'intégrité et la responsabilité de l'ensemble du processus.

M. Selmayr a été chef de cabinet du Président de la Commission Jean-Claude Juncker. Il est devenu secrétaire général de la Commission le 1er mars, remplaçant le fonctionnaire néerlandais Alexander Italianer, à la tête des 32 000 employés de l'institution.

Débat: lundi 12 mars

Procédure: déclaration de la Commission

En savoir plus

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Régions les plus pauvres de l'UE: appel à un financement "ambitieux" et des stratégies sur mesure

Les projets qui renforcent la cohésion entre les régions de l'UE doivent rester une priorité et bénéficier d'un financement adéquat malgré les pressions sur le budget de l'UE, devraient affirmer les députés lundi.

La commission du développement régional souligne que les coupes dans les investissements publics nationaux menacent les régions à faibles revenus et à faible croissance, qui souffrent déjà des conséquences de la crise économique et financière.

Outre un financement prioritaire de l'UE, ces régions ont besoin de stratégies sur mesure pour combler leurs lacunes et offrir des perspectives dynamiques à leurs populations, ajoutent les députés.

La proposition de résolution sera mise aux voix mardi.

Contexte

En avril 2017, la Commission européenne a publié un rapport sur la "[compétitivité dans les régions à faibles revenus et faible croissance](#)". Ce rapport s'est concentré sur 47 régions qui présentent un retard en termes de développement dans huit États membres: les régions "à faible croissance" avec un PIB proche de la moyenne de l'UE mais avec de faibles taux de croissance (Italie, Espagne, Grèce et Portugal) et les régions "à faibles revenus" avec un PIB faible mais des tendances encourageantes en ce qui concerne la croissance (Bulgarie, Roumanie, Hongrie et Pologne).

Un résident européen sur six environ vit dans une région qui présente un retard en matière de développement, soit 83 millions d'habitants dont 32 millions vivent dans des régions à faibles revenus et 51 millions dans des régions à faible croissance.

Débat: lundi 12 mars

Vote: mardi 13 mars

Procédure: résolution non législative

#CohesionPolicy

En savoir plus

[Proposition de résolution sur les régions en retard de développement dans l'UE \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Michela Giuffrida \(S&D, IT\)](#)

[Service de recherche du PE - Mesurer les progrès sociaux dans les régions de l'UE \(novembre 2017, en anglais\)](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Les députés demandent au régime syrien de mettre fin au massacre de la Ghouta

Le régime d'Assad et ses alliés doivent cesser de bombarder des civils dans la Ghouta, se conformer à la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur le cessez-le-feu et autoriser l'aide humanitaire, devraient demander les députés lors d'un débat mardi en présence de la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, et dans une résolution qui sera votée jeudi.

Les députés ont [débattu](#) de la situation humanitaire en Syrie le 28 février. Ils ont condamné le bombardement de la Ghouta orientale, une enclave près de Damas peuplée de près de 400 000 civils, qui a récemment causé la mort de plus de 550 personnes, dont 120 enfants, femmes, personnes âgées et vulnérables.

Les députés ont exhorté le régime syrien et ses alliés à mettre un terme aux combats, à respecter la trêve humanitaire d'au moins 30 jours et à permettre l'évacuation des blessés et des plus vulnérables, comme l'a demandé le [Conseil de sécurité des Nations unies le 24 février](#).

Débat: mercredi 28 février et mardi 13 mars

Vote: jeudi 15 mars

Procédure: résolution sur un sujet d'actualité

#Syria #Ghouta

En savoir plus

[Enregistrement vidéo du débat \(28.02.2018\)](#)

[Fiche de procédure](#)

Conseil conjoint UE-Cuba: les députés veulent inscrire le commerce et les investissements parmi les priorités de l'UE

Les députés débattront des priorités de la coopération UE-Cuba avec Federica Mogherini mardi après-midi, avant la première réunion du Conseil conjoint UE-Cuba.

Avant le premier Conseil conjoint UE-Cuba au niveau ministériel qui devrait avoir lieu avant l'été à Bruxelles, et après l'entrée en vigueur provisoire de [l'Accord de dialogue politique et de coopération UE-Cuba](#), les députés interrogeront Federica Mogherini, chef de la politique étrangère de l'UE, sur la manière dont les priorités de l'UE, telles que la protection des entreprises européennes contre les effets de l'embargo commercial américain, le soutien de l'UE aux investissements à Cuba et les relations interparlementaires, seront abordées dans le nouveau cadre de coopération.

Le tout premier accord de coopération UE-Cuba, [soutenu par le Parlement européen en juillet 2017](#), prévoit un renforcement du dialogue politique, une amélioration de la coopération bilatérale et une action commune dans les enceintes multilatérales.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de cet accord, les députés accorderont également une attention particulière aux droits de l'homme et aux libertés civiles à Cuba, ainsi qu'au rôle de la société civile cubaine.

Débat: mardi 13 mars

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Cuba

En savoir plus

[Étude EPRS "Relations UE-Cuba: un nouveau chapitre s'ouvre" \(juillet 2017\)](#)

[Étude EPRS "Accord UE-Cuba" \(juin 2017\)](#)

[Relations UE-Cuba](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Géorgie: vote sur une aide financière

Les députés se prononceront mercredi pour octroyer ou non une aide financière de 45 millions d'euros à la Géorgie.

L'UE devrait accorder 35 millions d'euros de prêts et 10 millions d'euros de subventions à Tbilissi pour l'aider à couvrir une partie de ses besoins en financement extérieur pour la période 2017-2020.

Toutefois, les députés devraient insister sur le fait que les conditions préalables à ce financement - respect de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme, et efficacité et transparence du financement public et des réformes structurelles - soient régulièrement contrôlées par la Commission et le Service européen pour l'action extérieure.

Les décaissements devraient être temporairement suspendus ou annulés si les conditions mentionnées ci-dessus ne sont pas remplies ou si les dispositions de l'[accord d'association UE-Géorgie de 2014](#) ne sont pas respectées, affirment les députés.

Contexte

C'est la troisième fois depuis 2008 que l'UE offre son aide à la Géorgie, le pays continuant de connaître des difficultés financières. La Géorgie a adhéré au [partenariat oriental de l'UE](#) en 2009 et la zone de libre-échange approfondie et globale UE-Géorgie est entrée en vigueur en septembre 2014. L'UE est le principal partenaire commercial de la Géorgie.

Vote: mercredi 14 mars

Procédure: procédure législative ordinaire

#Georgia

En savoir plus

[Projet de rapport sur une assistance macrofinancière supplémentaire à la Géorgie](#)
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(20.02.2018, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Hannu Takkula \(ADLE, FI\)](#)

[La Géorgie et l'UE \(page web de la Commission européenne, en anglais\)](#)

[Commission du commerce international](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Comparer les tarifs de livraison transfrontalière de colis

Les consommateurs et les entreprises pourraient comparer les tarifs pour l'envoi d'un colis vers un autre pays de l'UE, selon le projet de règles mis aux voix mardi.

Les règles exigeraient que les transporteurs transfrontaliers de colis fournissent leurs tarifs aux autorités nationales et à la Commission européenne, qui les publieraient ensuite sur un site internet dédié, afin de permettre aux consommateurs et aux entreprises de les comparer plus facilement et donc de contribuer à réduire des écarts injustifiés.

La Commission a proposé ces nouvelles règles dans le cadre du [paquet sur le commerce électronique](#), afin de stimuler les opportunités d'achat et de vente de biens et de services à travers l'UE. Le texte a fait l'objet d'un accord provisoire entre les négociateurs du Parlement et du Conseil.

Une [consultation publique](#) conduite en 2015 par la Commission a révélé que plus des deux tiers des consommateurs avaient abandonné un achat en ligne car ils pensaient que les coûts de livraison transfrontalière étaient trop élevés, et les entreprises ayant répondu à une [enquête Eurobaromètre](#) de cette année sont du même avis.

Débat: lundi 12 mars

Vote: mardi 13 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

#ecommerce #DSM

En savoir plus

[Projet de texte conclu entre les négociateurs du PE et du Conseil \(prochainement disponible\)](#)
[Communiqué de presse sur l'accord entre les négociateurs du PE et du Conseil \(14.12.2017, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Lucy Anderson \(S&D, UK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE – Services de livraison transfrontalière de colis \(décembre 2017, en anglais\)](#)

[Vidéo sur les services de livraison transfrontalière de colis](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Mettre fin à l'accord de pêche UE-Comores

Les projets visant à mettre fin à l'accord de pêche entre l'UE et les Comores en raison de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée devraient être soutenus lors d'un vote en plénière jeudi.

La [proposition](#) de la Commission européenne visant à mettre fin à l'accord fait suite aux problèmes de piraterie et au non-respect par les Comores du [règlement relatif à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée \(INN\)](#).

Ce serait la première fois que l'UE met fin à un accord de pêche.

L'[accord de partenariat de pêche entre l'UE et les Comores](#) a été conclu entre 2005 et 2011, puis reconduit tacitement pour une durée de 7 ans.

Conséquences économiques et sociales "négligeables"

Les éventuelles conséquences économiques et sociales de la fin de l'accord "peuvent être considérées comme négligeables", a déclaré le commissaire chargé de la pêche, Karmenu Vella, [répondant à une question écrite](#) (12.12.2017) du rapporteur [João Ferreira](#) (GUE/NGL, PT), étant donné que la flotte des États membres de l'UE n'a pas pu pêcher dans les eaux comoriennes depuis le 1er janvier 2017.

Contexte

Les relations bilatérales de pêche entre l'UE et les Comores remontent à 1988. L'accord de pêche permettait aux navires européens, provenant principalement d'Espagne, de France et du Portugal, de pêcher dans les eaux comoriennes et faisait partie du réseau d'accords sur la pêche au thon couvrant l'océan Indien.

Débat: mercredi 14 mars

Vote: jeudi 15 mars

Procédure: approbation

#EUfisheries

En savoir plus

[Réponse du commissaire Vella au nom de la Commission européenne \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur João Ferreira \(GUE/NGL, PT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Fiches techniques sur l'UE - Les relations internationales en matière de pêche](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Débat sur la violence envers les femmes et la ratification de la Convention d'Istanbul

Lors d'un débat lundi, les députés devraient exhorter les États membres qui n'ont pas encore ratifié la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe à agir en ce sens.

À ce jour, seuls 17 États membres de l'UE ont ratifié la [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#), connue sous le nom de Convention d'Istanbul: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Italie, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie et Suède. Lors d'un débat avec la Commission européenne et le Conseil, une majorité de députés devraient exhorter les autres pays de l'UE à ratifier la Convention le plus rapidement possible.

La Convention d'Istanbul, le traité international le plus exhaustif en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes, a été adoptée par le Conseil de l'Europe en 2011. Elle est entrée en vigueur en août 2014 et a été signée par l'UE en juin 2017.

Débat: lundi 12 mars

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Convention d'Istanbul: état des signatures et ratifications](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Utiliser les accords commerciaux de l'UE pour promouvoir les droits des femmes

Les accords commerciaux de l'UE devraient inclure des dispositions pour garantir le respect des droits de l'homme, notamment l'égalité des genres, déclarent les députés dans une résolution qui sera débattue lundi et mise aux voix mardi.

Les députés exhorteront la Commission européenne et le Conseil à promouvoir et soutenir l'insertion d'un chapitre consacré à l'égalité des genres dans tous les accords commerciaux de l'UE à venir. À ce jour, seulement 20% des accords commerciaux font mention des droits des femmes, et seuls 40% incluent des références visant à promouvoir l'égalité des genres.

Des mesures plus spécifiques sont nécessaires pour lutter contre l'exploitation des femmes et améliorer les conditions de travail et de vie de celles qui travaillent dans des industries exportatrices, notamment la fabrication de vêtements et de textiles ainsi que l'agriculture, indiquent les députés.

Débat: lundi 12 mars

Vote: mardi 13 mars

Procédure: résolution non législative

#EUtrade

En savoir plus

[Rapport sur l'égalité des genres dans les accords commerciaux de l'UE](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du co-rapporteur Malin Björk \(GUE/NGL, SE\)](#)

[Profil du co-rapporteur Eleonora Forenza \(GUE/NGL, IT\)](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Brexit: vote sur la relocalisation de l'Agence européenne des médicaments

La législation qui entérine le transfert de l'Agence européenne des médicaments (EMA) de Londres vers Amsterdam sera votée jeudi.

La commission de la santé publique devra se prononcer en premier lieu, lundi soir.

La législation fait suite à la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, et au choix du Conseil européen de déplacer le siège de l'Agence à Amsterdam, aux Pays-Bas.

Les députés européens ont cependant critiqué la procédure et envoyé une délégation à Amsterdam, où le futur siège de l'Agence doit encore être construit. Ses agents devront occuper des bureaux temporaires. Les députés ont mis en garde contre les conséquences d'un éventuel retard dans la construction du bâtiment.

Débat: jeudi 15 mars (à confirmer)

Vote: jeudi 15 mars

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi 14 mars à 15h30

#EMA

En savoir plus

[Communiqué de presse \(22.02.2018\): EMA workflow at risk if Amsterdam building is delayed, say MEPs \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Giovanni La Via \(PPE, IT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Agence européenne des médicaments: activités et perspectives \(en anglais\)](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 15 mars vers 10 heures, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- la situation aux Maldives;
- l'arrestation des défenseurs des droits de l'homme au Soudan, en particulier le cas du lauréat du Prix Sakharov Salih Mahmoud Osman; et
- les "meurtres par compassion" en Ouganda.

Débats et votes: jeudi 15 mars

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Coopération internationale dans la lutte contre la cybercriminalité – la menace envers les services publics, débat d'actualité, mercredi
- Orientations pour le budget 2019 de l'UE, Viotti, débat mercredi, vote jeudi;
- Formation périodique des conducteurs professionnels, Lundgren (COD), débat lundi, vote mardi;
- Composition de la commission spéciale sur la fiscalité, mercredi;
- Semestre européen: étude 2018 sur la croissance annuelle et les aspects sociaux, Hetman, Bayet (INI), débat mardi, vote mercredi;
- Aide du Fonds d'ajustement à la mondialisation suite à la fermeture de l'usine Goodyear en Allemagne, Gräßle, vote mercredi;
- Europass: cadre européen des compétences et des certifications, Mann, Malinov (COD), débat mercredi, vote jeudi; et
- Minerais provenant de zones de conflit: mesures de mise en œuvre et d'accompagnement, question orale, débat jeudi.